



TITRE : Procédure sur le déploiement du drapeau du Canada de la Direction générale des biens immobiliers

1. Date d'entrée en vigueur : Le 4 août 2011.

2. Remplacement

La présente remplace la politique ministérielle 065 (Déploiement du drapeau du Canada), datée du 27 septembre 2005.

3. Autorité

La présente est émise avec l'autorisation du sous-ministre adjoint de la Direction générale des biens immobiliers (DGBI) et du sous-ministre adjoint de la Direction générale de la Cité parlementaire (DGCP), qui fait partie de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

4. Contexte

Cette procédure donne suite :

- aux décisions rendues par le Conseil du Trésor (CT), en 1998, en vue du renforcement de la présence du gouvernement fédéral. Ainsi, le CT a décidé que « le drapeau canadien serait arboré à tous les immeubles et points de service fédéraux. »
- à l'autorisation de faire flotter le drapeau du Canada jour et nuit sur les installations appartenant à l'État, obtenues par bail-achat ou louées, qui a été accordée le 22 juin 1977 à Travaux publics Canada (maintenant TPSGC) par le secrétaire d'État.
- aux règles afférent à faire flotter le drapeau du Canada, établies par le ministère du Patrimoine canadien concernant le déploiement du drapeau.

5. Objectif

L'objectif de cette procédure est d'assurer que la DGBI adhère à la décision du CT de faire flotter le drapeau du Canada à tous les points de services fédéraux sous la gestion de la DGBI, tout en respectant les règles établies par le ministère du Patrimoine canadien concernant le déploiement du drapeau.

6. Détails

La présente a pour objectif de veiller à ce que le drapeau du Canada soit déployé jour et nuit dans un endroit bien en vue et de manière digne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'ensemble des installations

appartenant à l'État, obtenues par bail-achat et louées dont la DGBI et la DGCP assurent la gestion. La DGBI et la DGCP veilleront à ce que les règles concernant le déploiement du drapeau, établies par le ministère du Patrimoine canadien, soient suivies.

6.1 Déploiement à l'extérieur

- 6.1.1 Le drapeau du Canada doit être déployé seul, dans un endroit bien en vue et selon l'ordre de préférence suivant : il doit flotter d'un mât installé sur le toit, d'un mât installé au rez-de-chaussée, à l'entrée de l'installation, ou bien d'un mât installé sur la façade de l'installation. Il faut tenir compte des exigences de sécurité physique, respecter les règlements municipaux et, dans le cas d'une installation louée, des modalités du bail.
- 6.1.2 On doit tenir compte des caractéristiques patrimoniales d'une installation appartenant à l'État lorsque le Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEEFP) de Parcs Canada lui a accordé une désignation patrimoniale. Par conséquent, il faut consulter le BEEFP avant de mettre en place le drapeau du Canada.

6.2 Déploiement à l'intérieur

- 6.2.1 Le drapeau du Canada doit être bien en vue, sur un mât fixé au sol, dans le hall principal ou dans l'entrée d'une installation, là où la sécurité est suffisante pour prévenir le vol et le vandalisme. Sinon, il faudra trouver un autre endroit, comme une aire de réception ou près d'un tableau répertoire, qui présente les clients fédéraux de l'installation.
- 6.2.2 Lorsque les programmes de TPSGC sont conçus pour servir le grand public, le drapeau doit être placé bien en vue à l'entrée des locaux occupés ou au bureau d'accueil principal.

6.3 Exceptions

Le drapeau du Canada ne doit pas être déployé dans les installations si les exigences du gouvernement en matière de sécurité ne le permettent pas ou si les circonstances ne permettent pas de l'arborer de manière digne.

Dans le cas des installations louées, si les installations ne sont pas occupées dans une proportion d'au moins 75 % par l'État ou si elles se trouvent dans un milieu rural situé loin des ressources de TPSGC, il faut tenir compte des coûts associés au déploiement du drapeau à l'extérieur (y compris les coûts liés à l'installation, à l'entretien et aux obligations de mise en berne). Si l'estimation des coûts est supérieure à la valeur, le déploiement du drapeau est considéré acceptable uniquement à l'intérieur des installations.

Si un client souhaite tout de même installer un drapeau à l'extérieur, malgré les circonstances décrites ci-dessus, on considère qu'il s'agit d'une demande de service d'un locataire. Le client doit donc assumer tous les coûts liés à l'installation, à l'entretien et à l'élimination du drapeau national du Canada. Il est important de communiquer ces faits au client avant l'installation du drapeau.

Les biens de la DGCP situés sur la Colline du Parlement devront être conformes au « Protocole de gestion du drapeau canadien – Colline du Parlement, DGCP, Procédures destinées au personnel opérationnel de la Cité parlementaire ».

Dans le cas de biens vacants où les programmes fédéraux ne sont plus disponibles, des considérations liées aux coûts, la vue publique, et les exigences opérationnelles doivent être appliquées lors d'une décision de conserver le drapeau sur le site..

6.4 Étiquette liée au déploiement du drapeau

La DGBI respectera les règles établies par le ministère du Patrimoine canadien concernant le déploiement du drapeau. Ces dernières visent notamment le déploiement, la mise en berne et la destruction du drapeau.

Ci-après, vous trouverez des précisions importantes.

- Le drapeau du Canada doit toujours être déployé d'une manière qui convient à sa qualité d'important emblème national. Il ne doit faire l'objet d'aucun traitement indigne ni être placé dans une position inférieure à quelque autre drapeau ou insigne.
- Il faut aussi tenir compte de certains cas où d'autres drapeaux sont arborés avec celui du Canada, par exemple lorsque des occupants du gouvernement fédéral et d'autres ordres du gouvernement partagent une installation. Dans ces cas, le drapeau du Canada doit toujours occuper la place d'honneur.
- Le drapeau national a toujours préséance sur les autres drapeaux nationaux, lorsqu'il est déployé au Canada. Les seules exceptions à cette règle sont les étendards personnels des membres de la famille royale et des onze représentants de Sa Majesté au Canada (le gouverneur général et les dix lieutenants-gouverneurs).
- Le drapeau du Canada doit toujours flotter sur son propre mât. Selon le protocole entourant le drapeau, il ne convient pas de déployer deux ou plusieurs drapeaux sur le même mât (par exemple l'un sous l'autre).

6.5 Avis de mise en berne

Quand un événement requiert la mise en berne du drapeau, le ministère du Patrimoine canadien émettra un avis au Centre national d'appels de service de la DGBI, qui distribuera l'avis de mise en berne à toutes les autorités concernées. L'avis précisera la raison, l'étendue géographique et la durée de la mise en berne. Une courte biographie doit également accompagner l'avis si la mise en berne s'impose en raison du décès d'une personne.

6.6 Don de drapeaux du Canada à des organisations et à des particuliers

On peut faire don de drapeaux usagés à des sociétés d'histoire, des musées, des clubs philanthropiques et des organisations semblables ainsi qu'à des particuliers. Comme il appartient au ministre de faire don des drapeaux, toute demande doit être adressée à son bureau.

6.7 Financement

Les coûts d'achat et d'installation des drapeaux, qui flottent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, seront financés grâce au budget de fonctionnement des installations. Les coûts liés aux drapeaux pour les bureaux et les salles de conférence de clients seront financés grâce au budget des services aux locataires.

7. Portée

La présente s'applique à toutes les installations de TPSGC appartenant à l'État, obtenues par bail-achat ou louées dont la DGBI et la DGCP assurent la gestion, y compris les ouvrages de génie, sauf si elles sont exemptées (voir la section 6.3, *Exceptions*).

8. Responsabilités

8.1 Le directeur général du Secteur des opérations de la capitale nationale et les directeurs généraux régionaux sont responsables de la mise en conformité opérationnelle à la présente dans la région dont ils sont responsables.

8.2 Le directeur général du Secteur de la planification et opérations de la Cite Parlementaire est responsable de la mise en conformité opérationnelle de ces procédures dans la région dont il est responsable, en considérant la section 6.3, *Exceptions*.

8.3. Le directeur général du Secteur de la gestion des services professionnels et techniques est responsable :

1. surveillances de cette procédure et sa pertinence et applicabilité;
2. de la mise à jour de la présente, au besoin;
3. de l'offre d'une orientation fonctionnelle et de conseils aux régions ainsi qu'aux équipes des biens immobiliers du Secteur de la capitale nationale (SCN) relativement à l'application de la présente.

8.4. Les directeurs des équipes des biens immobiliers et les directeurs régionaux des services professionnels et techniques sont responsables :

1. de la mise en conformité avec la présente;
2. de la surveillance de la mise en œuvre de la présente;
3. du signalement de toute question délicate liée au déploiement du drapeau du Canada auprès du directeur général du Secteur de la gestion des services professionnels et techniques.

9. Documents de référence

Publications du Secrétariat du Conseil du Trésor

- *Politique de communication du gouvernement du Canada*
- *Programme de coordination de l'image de marque*

- Décisions rendues par le Conseil du Trésor en 1998

Publication de TPSGC

- Procédures relatives au cérémonial

Publications du ministère du Patrimoine canadien

- L'étiquette du drapeau
- Règles concernant le déploiement du drapeau
- Règles concernant la mise en berne en signe de deuil
- Destruction des drapeaux
- Place d'honneur
- Mise en berne obligatoire

10. Demandes de renseignements

Veillez adresser vos demandes de renseignements sur ce qui précède au directeur, Conseils et Pratiques (Gestion des biens et des installations).